

DISCOURS DE PIERRE MAUROY L'EUROPE DES TRAVAILLEURS

Samedi 20 mai 1989

Mesdames, Messieurs,
Mes chers amis,

Une Europe forte, unie, solidaire. Ces trois mots tracent la perspective que nous souhaitons donner à la construction européenne.

Ils résument un idéal. Nous le partageons tous parce que nous sommes ici socialistes et européens. Mais un idéal qui est encore bien haut par rapport à la réalité. En tout cas, un idéal qui doit se confronter au présent.

L'Europe telle que nous la vivons a atteint un stade d'évolution enviable. Le marché commun se complète et s'élargit. Des politiques communes ambitieuses, industrielles, scientifiques, culturelles se mettent en place. L'Europe se trouve maintenant au confluent des nouvelles grandes conquêtes, celles de l'espace, de la communication, des biotechnologies.

Et cependant nous constatons que l'enjeu européen mobilise encore insuffisamment, que le souffle est trop court, que l'Europe est trop souvent perçue comme une contrainte et trop rarement comme un espoir. L'Europe en effet n'est pas une fin en soi et les mécanismes de son édification restent trop lointains, trop complexes et finalement trop abstraits.

Il faut s'interroger sur certaines réticences qui ne manifestent pas nécessairement une forme d'incivisme. L'Europe ne sera viable que si elle apparaît à nos 320 millions de concitoyens comme une réponse à leurs difficultés et non comme une accumulation de nouveaux défis à affronter. Ajoutons que la communauté reste l'Europe des affaires bien plus que celle des travailleurs.

La CEE s'est édifiée autour de l'idée de marché. La liberté des échanges a été son objectif avant même que naisse l'idée d'efforts à accomplir ensemble.

La dominante libérale a en effet sa contre partie : le retard dans la vision sociale.

On peut s'en désoler, mais en aucun cas renoncer. Bien au contraire, il faut exploiter les opportunités qu'offre le marché intérieur pour relancer l'idée de l'Europe sociale. C'est ce que nous avons choisi de faire, et précisément ce jour en tenant ce colloque sur l'Europe des travailleurs.

Je tiens à en remercier les organisateurs, en particulier Michel Charzat, notre secrétaire national aux entreprises, ainsi que tous nos camarades européens qui ont pris sur leur temps pour y participer.

Je remercie, au nom des socialistes français, Guy Spitaels, Président de l'Union des Partis de la Communauté Européenne, Président du Parti Socialiste Belge. Je remercie Mathias Hinterscheid, le Secrétaire Général de la Confédération Européenne des Syndicats. Nous avons été très sensibles au message du Président de l'Internationale Socialiste, Willy Brandt, et à la contribution de Madame Vasso Papandreu, Commissaire chargée de l'emploi des affaires sociales et de l'éducation à la Commission Européenne.

Par votre présence nombreuse, vous assurez la réussite de ce colloque qui a été honoré ce matin - et je l'en remercie vivement - de la présence de Michel Rocard, Premier Ministre.

Nous sommes en campagne électorale dans tous les pays de la communauté. Celui qui porte nos couleurs en France, Laurent Fabius, s'exprimera à la fin de ce colloque pour appuyer et donner toute sa signification à l'appel solennel que nous lançons à tous les travailleurs d'Europe.

Il n'y a pas dans ce forum l'idée que nous devrions définir un modèle unique. L'Europe des socialistes est moins uniforme que celle des libéraux. Elle fait leur place aux identités et aux spécificités de démarches différentes.

Nous contestons même que l'Europe puisse imposer un modèle idéologique. Le gouvernement français a par exemple combattu l'idée que la commission puisse imposer le statut de nos entreprises publiques, comme elle avait tenté de le faire pour la régie Renault. L'Europe se renforcera de ses diversités. Elle s'appauvrirait en s'enfermant dans une démarche unique.

Il est donc normal que les discours aujourd'hui traduisent cette diversité. Loin d'être réductrice, elle est en réalité le ferment d'avancées nouvelles dans une Europe qui est celle des contrastes.

L'union européenne ne se fera pas par l'enchantement d'un programme mais par la diversité des acteurs qui vont y participer.

Les patronats et les fédérations professionnelles sont aujourd'hui très actifs en France. Ne soyons donc pas surpris de la tonalité des conceptions qui apparaissent en filigrane de leurs propos européens. Et pour certains d'entre eux, il s'agit même de provoquer un partage social plus favorable au profit et d'utiliser la démarche communautaire pour éroder le système de protection sociale.

Nous rejetons naturellement cette conception de l'Europe. L'Europe des succès économiques et financiers n'est pas nécessairement antinomique de l'Europe du progrès social. Mais constatons lucidement que cet équilibre ne se crée pas spontanément. Il sera le fait d'un rapport de force.

C'est pour nous tous, acteurs du mouvement social européen, partis, syndicats, associations, un immense défi. Il implique que nous nous rencontrions davantage, que nous nous connaissons mieux, que nous apprenions à dialoguer par delà nos différences d'organisations. Voir même que nous établissions entre nous des formes nouvelles de coopération. Elles seront nécessaires demain.

Toute notre action en dépend. Les forces de gauche que nous représentons se sont créées au 19ème siècle par rapport à des Etats nationaux fermés aux réalités internationales. Par le jeu de la concurrence et des grands équilibres, les Etats eux-mêmes ont dû intégrer la contrainte internationale.

Nos organisations ont peu ou mal suivi sur ce terrain, même si la démarche internationaliste faisait partie de nos grands principes.

Et pourtant, je suis convaincu que seule une volonté politique peut favoriser le développement des forces de progrès réunies au sein d'une eurogauche dont il conviendrait de préciser les contours et la finalité.

Et ensemble, face à un milieu économique qui tend à privilégier le niveau de l'entreprise comme cadre unique de négociation et fragmenter à l'extrême le dialogue social, nous aurons à relever le défi de l'espace social européen.

Pourquoi construire l'Europe sociale ? Est-il possible de la faire ? Quel contenu lui donner ? Telles sont les trois questions que je voudrais aborder aujourd'hui.

* *
*

POURQUOI UNE EUROPE SOCIALE ?

En 1981, le Président Mitterrand évoquait pour la première fois, lors d'un Conseil européen, cette idée d'espace social. Il a alors surpris. Construire l'Europe sociale, c'était pour lui, c'est pour nous, rester fidèle à la fois à l'histoire de l'Europe et à nos convictions de Socialistes.

Rester fidèle à l'histoire de l'Europe, cette Europe dont la spécificité réside dans son modèle de relations sociales.

Même si ce modèle n'est ni unique, ni parfait - loin s'en faut ! - il repose sur un haut niveau de protection sociale, une législation du travail développée.

Aujourd'hui, notre continent connaît de profondes mutations démographiques, économiques et culturelles.

Demain, l'Europe sortira transformée de ces nouveaux défis et notamment de celui qu'elle s'est donné avec la réalisation de l'acte unique. Elle ne devra pas renier sa part d'histoire. C'est pourquoi la prise en compte de la dimension sociale de la construction européenne est une nécessité.

C'est également un engagement pour nous, socialistes et sociaux-démocrates européens qui voulons rester fidèles à nos convictions.

Or, des divergences existent concernant les relations qu'entretiennent l'économique et le social. Pour les libéraux et les conservateurs, le progrès social n'est qu'une conséquence, voire un résidu, de la réussite économique.

Pour nous, le progrès social est un objectif et une condition du développement économique car, comme le disait en Janvier 1988 Lech Walesa au colloque des prix Nobel, " l'injustice est une matière explosive ".

Nous, socialistes et sociaux démocrates avons la conviction que la dimension sociale du marché unique est la condition de la plus grande efficacité économique.

En effet, il n'y aura pas de progrès de l'Europe sans une Europe de progrès. Comment construire l'Europe avec des travailleurs inquiets et soucieux de leur avenir ? Comment mobiliser autour d'un projet qui comporterait le risque d'un nivellation par le bas ? Comment réussir à mettre en place une véritable mobilité des travailleurs dans un espace unifié sans que ceux ci aient la garantie, lorsqu'ils passent d'un pays à un autre, de trouver des conditions de vie et de travail à peu près analogues ?

* *
*

Ainsi, il faut construire l'Europe du progrès social. Mais PEUT-ON Y PARVENIR ? Beaucoup parmi vous ont souligné les difficultés de cette perspective.

D'abord l'Europe sociale n'a pas constitué la priorité des travaux européens. Malgré l'impulsion donnée par Jacques Delors, notamment dans le document de travail de la commission sur la dimension sociale du marché intérieur, ces travaux sont dominés par la coopération économique et monétaire. Elle seule dispose d'un calendrier de travail et d'objectifs précis. L'idée novatrice de mise en oeuvre d'un socle social communautaire n'a pas encore pris la dimension concrète qui s'impose.

L'Acte Unique constitue un progrès, mais précisément sur le terrain social un progrès limité. Notons cependant que l'idée de relations conventionnelles est avancée. La majorité qualifiée s'applique aux directives concernant les conditions de travail, de santé et de sécurité des travailleurs.

L'obstacle néanmoins réside dans les différences de situation entre nos états. Elles existent. Je me hasarderai cependant à poser la question : n'avons-nous pas tendance à les exagérer ? L'Europe ne peut-elle refléter une inspiration à un mieux-être social qui est en définitive le même à Hanovre, à Liverpool ou dans l'agglomération lyonnaise ? J'ai pour ma part la conviction que non seulement une Europe sociale est à notre portée, mais que les progrès sociaux dans nos pays sont en définitive largement déterminés par les progrès de la construction européenne.

Ce qui nous réunit, c'est une tradition qui fait intervenir l'Etat pour la protection des salariés, qui assure la représentation des personnels au sein de l'entreprise, qui fonde les relations sociales sur la négociation collective. Cette démocratie économique est désormais le point de convergence de l'Europe toute entière.

La présidence française du Conseil des Ministres Européen nous permettra de prolonger et d'intensifier les efforts significatifs engagés depuis six mois par nos amis espagnols. Et c'est bien ainsi que j'entends les propos de Norman Willis qui déclarait récemment : "Le futur immédiat de l'Europe sociale dépend maintenant des français".

A nous tous de nous rassembler afin de créer un rapport de force indispensable. Les élections du 18 juin prochain sont sans doute essentielles pour cela. Un groupe socialiste plus nombreux, uni par une vision européenne encore plus homogène que par le passé, serait le gage de la possibilité d'avancer vers plus de justice sociale, et un modèle de partage plus équilibré au sein de la société.

* * *

*

Mais, et c'est la troisième question que je voudrais aborder, QUEL DOIT ETRE LE CONTENU DE L'EUROPE SOCIALE ?

L'Europe sociale ne doit pas être qu'un mot. Elle doit être une réalité concrète qui se traduit par davantage d'emplois, davantage de solidarité et davantage de droits.

L'emploi tout d'abord, qui demeure la priorité et sans lequel l'Europe sociale ne demeurera qu'une coquille vide. Il y a encore quinze millions de chômeurs dans l'Europe des douze ce qui veut dire que 10% de la population active se trouve privée d'emploi.

J'ai dit tout à l'heure qu'il n'y aura pas d'Europe sans Europe sociale. Je le crois. Mais il n'y aura pas non plus de progrès social sans Europe.

Réussir l'acte unique constitue le moyen privilégié pour réduire le chômage. Tous les rapports d'experts montrent que le marché unique générera croissance et emploi. Et même si les chiffres sont incertains la tendance, elle, ne l'est pas.

Est-ce pour autant suffisant ? Non ! Si, comme le dit le poète, on fait du chemin en marchant, l'Europe le fait trop lentement. C'est pourquoi nous souhaitons qu'une stratégie commune de croissance soit adoptée au niveau européen.

On peut le réussir car ce qu'il n'était plus possible de réussir seul peut aujourd'hui l'être à douze, contrairement à ce que pensent les libéraux. L'Europe donne de nouvelles marges de manœuvres. En effet, les relances isolées effectuées par des pays très ouverts sur l'extérieur - la RFA en 1978, la France en 1975 ou 1981 - sont venues buter sur le déficit du commerce extérieur. Tel ne sera pas le cas de l'Europe des douze qui n'importe que moins de 15% de ses produits.

On peut gagner ce pari car le nombre d'emplois créés par le marché unique sera alors bien plus élevé. Le rapport Cecchini conclut à une création de 5 millions d'emplois pour l'ensemble de la communauté. C'est à dire que le nombre d'emplois créés sera trois fois supérieur à celui que l'on peut attendre d'une simple intégration sans stratégie commune.

Davantage d'emplois donc, mais aussi davantage de solidarité. Avec les pays en développement tout d'abord. Cela veut dire que l'objectif de consacrer 0,7% du produit national à l'aide publique au développement doit être tenu. Nous devons donc accroître notre effort.

Mais cela signifie aussi que le combat pour l'Europe sociale ne s'arrête pas aux frontières de l'Europe des douze. Comme le dit Jean Pierre Cot : "la seule manière de défendre notre modèle européen c'est de l'exporter".

Solidarité également avec les régions européennes défavorisées. Le doublement des fonds structurels constitue un premier pas positif en ce sens. Mais il faut aujourd'hui entreprendre une réflexion plus stratégique et réfléchir sur le moyen terme à l'échelle de la communauté.

C'est pourquoi j'ai proposé dans le récent débat sur le Plan à l'Assemblée Nationale française de mettre en oeuvre une véritable planification européenne. Celle-ci trouve son expression dans l'idée de plans régionaux coordonnés au niveau européen que Laurent Fabius a récemment développée. C'est pourquoi aussi je crois nécessaire de créer une institution chargée de penser, au niveau européen, l'aménagement du territoire.

Davantage d'emplois, davantage de solidarité, davantage de droits enfin.

Nous devons défendre l'idée d'un alignement par le haut. Les pays les moins avancés doivent progressivement rattraper leur retard, les autres doivent continuer de progresser.

Cette volonté doit être affirmée solennellement par tous et je souhaite que cela puisse avoir lieu dès cette année avec la proclamation de la charte des droits fondamentaux.

Cette charte ne saurait en rester au niveau des intentions. Elle doit s'inscrire dans le calendrier de travail du Conseil des Ministres et constituer l'assise de la future directive dont chacun reconnaît le caractère urgent et indispensable.

* *
*

Mesdames, Messieurs, mes chers amis,

L'Europe n'est pas une donnée irréversible comme on le croit trop souvent. Le point d'avancée que nous avons atteint crée même de nouveaux risques de déchirement.

Nous savons que nos pays ne retireront pas des avantages équivalents du marché unique. Les compétitions économiques, industrielles, scientifiques iront en s'exacerbant. Le jeu des égoïsmes nationaux devra être surmonté.

Certaines décisions récentes, sur la fiscalité de l'épargne en particulier, nous inquiètent. Non par ce qu'elles représentent techniquement mais parce qu'elles signalent un symptôme qui serait grave pour notre démarche collective : celui d'un manque de solidarité à l'égard des autres Etats membres. L'harmonisation nous impose de prendre en compte les efforts de chacun de nos partenaires. A chacun de faire sa part du chemin.

N'attendons cette Europe ni du hasard du marché ni de quelque nécessité historique inscrite dans le mouvement de nos sociétés. Créons-la jour après jour par nos volontés conjuguées.

"Agissez, vous ne risquerez pas plus et au moins vous aurez le coeur tranquille". La phrase est de Camus. Elle décrit le chemin.

Cette charte ne saurait en rester au niveau des intentions. Elle doit s'inscrire dans le calendrier de travail du Conseil des Ministres et constituer l'assise de la future directive dont chacun reconnaît le caractère urgent et indispensable.

* *
*

Mesdames, Messieurs, mes chers amis,

L'Europe n'est pas une donnée irréversible comme on le croit trop souvent. Le point d'avancée que nous avons atteint crée même de nouveaux risques de déchirement.

Nous savons que nos pays ne retireront pas des avantages équivalents du marché unique. Les compétitions économiques, industrielles, scientifiques iront en s'exacerbant. Le jeu des égoïsmes nationaux devra être surmonté.

Certaines décisions récentes, sur la fiscalité de l'épargne en particulier, nous inquiètent. Non par ce qu'elles représentent techniquement mais parce qu'elles signalent un symptôme qui serait grave pour notre démarche collective : celui d'un manque de solidarité à l'égard des autres Etats membres. L'harmonisation nous impose de prendre en compte les efforts de chacun de nos partenaires. A chacun de faire sa part du chemin.

N'attendons cette Europe ni du hasard du marché ni de quelque nécessité historique inscrite dans le mouvement de nos sociétés. Créons-la jour après jour par nos volontés conjuguées.

"Agissez, vous ne risquerez pas plus et au moins vous aurez le coeur tranquille". La phrase est de Camus. Elle décrit le chemin.